



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX











---

**Modernisation du déversoir de l'aqueduc de  
contournement de l'écluse 18 sur le Canal de la  
Marne au Rhin**

---

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE**  
4 quai de Paris  
CS-30367  
67010 STRASBOURG CEDEX

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Modernisation du déversoir de l'aqueduc de contournement de l'écluse 18 sur le Canal de la Marne au Rhin
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>T r a n c h e s o p t i o n n e l l e s</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>C l a u s e s environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	250 jours
	<b>Reconduction</b>	Sans
	<b>Prix</b>	Prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

<b>1 - Dispositions générales du contrat</b>	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat	5
1.3 - Réalisation de prestations similaires	5
<b>2 - Pièces contractuelles</b>	5
<b>3 - Intervenants</b>	6
3.1 - Maîtrise d'œuvre	6
3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	6
<b>4 - Durée et délais d'exécution</b>	6
4.1 - Délai global d'exécution des prestations	6
4.2 - Délai d'exécution	6
4.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution	6
4.4 - Délais Partiels	6
<b>5 - Prix</b>	7
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
5.2 - Modalités de variation des prix	7
<b>6 - Garanties Financières</b>	8
<b>7 - Avance</b>	8
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	8
7.2 - Garanties financières de l'avance	8
<b>8 - Modalités de règlement des comptes</b>	8
8.1 - Décomptes et acomptes mensuels	8
8.2 - Présentation des demandes de paiement	8
8.3 - Délai global de paiement	8
8.4 - Paiement des cotraitants	8
8.5 - Paiement des sous-traitants	8
<b>9 - Conditions d'exécution des prestations</b>	10
9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	10
9.2 - Implantation des ouvrages	10
9.2.1 - Piquetage général	10
9.2.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens	10
9.3 - Préparation et coordination des travaux	10
9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	10
9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	10
9.3.3 - Plan d'assurance qualité	10
9.3.4 - Registre de chantier	10
9.4 - Etudes d'exécution	10
9.5 - Installation et organisation du chantier	10
9.5.1 - Installation de chantier	10
9.5.2 - Signalisation de chantier	10
9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	10
9.6.1 - Gestion des déchets de chantier	10
9.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	10
9.6.3 - Documents à fournir après exécution	10

<b>10 - Développement durable</b>	14
<b>11 - Réception</b>	14
11.1 - Réception des travaux	14
11.1.1 - Dispositions applicables à la réception	14
11.1.2 - Réception partielle	14
<b>12 - Garantie des prestations</b>	17
<b>13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle</b>	17
<b>14 - Pénalités</b>	17
14.1 - Pénalités de retard	17
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	17
14.3 - Autres pénalités spécifiques	17
<b>15 - Assurances</b>	18
<b>16 - Résiliation du contrat</b>	19
16.1 - Conditions de résiliation	19
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	19
<b>17 - Règlement des litiges et langues</b>	19
<b>18 - Dérogations</b>	19

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
Modernisation du déversoir de l'aqueduc de contournement de l'écluse 18 sur le Canal de la Marne au Rhin

L'objet des travaux est décomposé en 3 parties :

- Démolition et abaissement du seuil et du radier :
- Restauration du génie civil de l'ouvrage :
- Pose, motorisation et automatiser de la vanne de l'aqueduc

Lieu(x) d'exécution :

L'aqueduc de contournement de l'écluse 18 se situe dans la commune d'Henridorff dans le département de la Moselle (57).

57820 Henridorff

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

### 1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

### 1.4 Déontologie :

Afin de préserver la déontologie du présent marché, le titulaire et le pouvoir adjudicateur veillent à faire cesser ou à prévenir les situations de conflit d'intérêts dans laquelle ils se trouvent ou pourraient se trouver. Au sens de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, « constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ». Ceci s'applique notamment en cas de changement au sein des équipes projet dédiées au marché en cours dont les candidatures n'ont pas pu faire l'objet de vérification préalable.

Lorsque l'existence d'un conflit d'intérêts a été établie en cours d'exécution, le pouvoir adjudicateur ou le titulaire veille à ce que la personne concernée(s) (possibilité de proposer une déclaration sur l'honneur de conflit d'intérêts précisant la nature du conflit) cesse toutes ses activités en rapport avec le marché.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF)
- Un mémoire technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.
- Le plan général de coordination sécurité (PGC)

## 3 - Intervenants

### 3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

ARTELIA  
21 rue de la Haye  
Espace Européen de l'Entreprise  
67300 Schiltigheim

Elle est représentée par : Pierre MICLO.

### 3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

## 4 - Durée et délais d'exécution

### 4.1 - Délai global d'exécution des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 10/11/2025.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 20/07/2026.

### 4.2 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution est de 250 jours.

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Le délai d'exécution intègre la période de préparation, l'exécution des travaux, la validation d'aptitude (VA) et la vérification en service régulier (VSR)

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 2 jours.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène / Intensité limite / Durée

Gel / -5°C / 1 jour(s)

Pluie / 15 mm/h / 1 jour(s)

Vent / 80 km/h / 1 jour(s)

Neige / 30 cm / 1 jour(s)

Poste météorologique de référence : Buhl-Lorraine

### 4.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Le délai d'exécution des travaux est défini conformément au calendrier prévisionnel d'exécution annexé au présent CCAP

#### 4.4 - Délais Partiels

Les délais partiels, distincts du délai d'exécution, spécifiques à certains ouvrages ou parties d'ouvrages sont les suivants :

Code	Désignation des délais partiels	Délai	Date de début	Date de fin
GC	Période de Chômage - Travaux de génie civil et support de vanne Les travaux de génie civil et support de vanne réalisés pendant la période de chômage feront l'objet d'une réception partielle.	80 jours	05/01/2026	27/03/2026
MECA	Travaux de pose de vanne, raccordement électrique, automatisme, essais et modification	120 jours	05/01/2026	07/05/2026
VA	Validation des aptitudes La Vérification des Aptitudes (VA) démarrera à la déclaration de la Mise en Ordre de Marche (MOM) par le titulaire	30 jours		
VSR	Vérification en service régulier La Vérification de Service Régulier (VSR) démarrera à la décision de la validation positive de la vérification des aptitudes par le maître d'ouvrage.	60 jours		

Le démarrage des délais partiels sera prescrit par ordre de service, sauf pour la VA qui démarrera à la déclaration de la MOM par le titulaire. La VSR démarrera à la décision de la validation positive de la VA par le MOA.

## 5 - Prix

### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

### 5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres, ou de la remise des offres finales (en cas de négociation) ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (TP07b (n) / TP07b (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index TP07b « Index Travaux Publics - Travaux de génie civil, béton et acier pour ouvrages maritimes et fluviaux - Base 2010 ».

## 6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Travaux.

### 7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

L'avance est alors versée dans les trente jours suivant la notification du contrat.

Le montant de l'avance est fixé à 20,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise conformément au Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### 7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 8 - Modalités de règlement des comptes

### 8.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date d'établissement de ce décompte.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, si le maître d'ouvrage n'a pas notifié au titulaire le décompte général dans le délai prescrit, le projet de décompte général transmis par le titulaire ne devient pas, de manière tacite, le décompte général et définitif sans sa notification impérative au titulaire par le maître d'ouvrage.

## **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779101362

Dispositions applicables en matière de facturation électronique : Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes : Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes : 1° La date d'émission de la facture ; 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ; 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ; 4° Le numéro de l'engagement juridique généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique (correspondant au numéro du bon de commande) ; 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ; 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ; 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ou des prestations réalisées ; 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix unitaire forfaitisé ; 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ; 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ; 11° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ; 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires. Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

## **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

## **8.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **9 - Conditions d'exécution des prestations**

Adresse d'exécution :

Déversoir de contournement de l'écluse 18 du CMR à Henridorff

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

### **9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

### **9.2 - Implantation des ouvrages**

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

#### **9.2.1 - Piquetage général**

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué dans les conditions de l'article 27.2.3 du CCAG-Travaux.

#### **9.2.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens**

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué, après convocation par le maître d'œuvre des exploitants des ouvrages, dans les conditions de l'article 27.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire devra effectuer une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auprès des exploitants de réseaux au moins 7 jours avant la date de commencement des travaux.

Si les travaux débutent plus de trois mois après la réception du récépissé de la DICT, une nouvelle déclaration devra être effectuée auprès des exploitants de réseaux. Si les travaux s'exécutent sur une durée supérieure à six mois, le titulaire devra soit prévoir des réunions de chantier avec les exploitants de réseaux, soit effectuer une nouvelle DICT.

Le titulaire est chargé de maintenir en bon état le piquetage.

### **9.3 - Préparation et coordination des travaux**

### **9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 30 jours.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Il est demandé que l'Entrepreneur fournisse au Maître d'œuvre pour approbation, dès le démarrage de la période de préparation, la liste la plus précise possible des études d'EXE qu'il compte mener (liste des calculs, liste des plans, etc.).

L'objectif est de faciliter le suivi de leur production et de leur validation au fur et à mesure de l'avancement.

Les documents d'exécution sont réalisés avec, au préalable, au moins les tâches suivantes :

Procéder à tout relevé, mesure et évaluation nécessaires à la bonne compréhension des problèmes à résoudre sur le site ;

Analyser les plans et documents techniques existant sur l'ouvrage ;

Finaliser les méthodes de réalisation les plus appropriées à la situation réelle et à l'impératif de limiter éventuellement les interruptions de service ;

Etablir les notes de calculs pour tous les travaux le nécessitant, décrits au présent CCTP ;

Etablir les plans d'exécution des différentes parties d'ouvrage ;

Préparer tous les travaux décrits au présent CCTP ;

Dans le cas d'une modification importante prévue par l'Entreprise, obtenir préalablement l'approbation du Maître d'OEuvre.

### **9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes

les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 500,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### **9.3.3 - Plan d'assurance qualité**

Pour répondre à la problématique de la gestion de la qualité du chantier, le titulaire a la responsabilité d'établir un plan d'assurance qualité. Ce plan, soumis au visa du maître d'œuvre, comportera les dispositions suivantes :

Pendant la période de préparation, il est établi le Schéma Directeur de la Qualité (SDQ) pour la réalisation des travaux.

Il comporte :

Le (ou les) schéma(s) de PQ de l'Entreprise mis au point et complété par :

- l'objet du marché avec identification des travaux,
- l'affectation des tâches en relation avec la qualité (organigramme et encadrement responsable de l'opération, désignation d'un chargé de la qualité dans l'Entreprise et chez les sous-traitants et fournisseurs principaux, désignation d'un responsable pour chaque tâche de contrôle...),
- les moyens de l'Entreprise (bureau, atelier, laboratoire, matériels utilisés...),
- les approvisionnements et leurs contrôles
- les contrôles de fabrication (assemblages, soudages...),
- la désignation d'un responsable pour les contrôles internes de chaque opération, notamment :
  - le contrôle des produits marchands à la réception en usine,
  - les contrôles d'usinage et de préparation des pièces,
  - le programme d'assemblage,
  - le contrôle et la fourniture des protections anticorrosion,
  - la mise en oeuvre de ces protections,
  - le contrôle des moyens de manutention, transport et stockage,
  - les contrôles de non-conformité,

Le recensement des points critiques et des points d'arrêts (voir paragraphe suivant) étant entendu que le point d'arrêt est celui au-delà duquel l'exécution ne peut se poursuivre sans l'aval exprès du Maître d'OEuvre après avis éventuel du contrôle extérieur,

Dans le cas de contrôles extérieurs, l'indication du délai d'intervention et des remarques,

Les dispositions qui démontrent la qualité des matériaux et produits qui sont mis en oeuvre et les spécifications, références aux normes, obligations d'essais, certifications diverses françaises, européennes, internationales qui s'appliquent,

L'organisation des interfaces, si l'exécution est dévolue, soit à un groupement d'Entreprises, soit à une entreprise et des sous-traitants, en prenant en compte les PQ des divers intervenants.

L'organisation de l'Entreprise pour la gestion des passes batardées et pour la protection du chantier en cas de crue.

De plus, l'Entrepreneur fournit au Maître d'OEuvre le programme de construction des différentes parties d'

ouvrage avec le programme d'exécution des travaux.

### **9.3.4 - Registre de chantier**

Il n'est pas prévu de registre de chantier.

## **9.4 - Etudes d'exécution**

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

## **9.5 - Installation et organisation du chantier**

### **9.5.1 - Installation de chantier**

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Les installations de chantier et les mouvements engendrés par celles-ci ne doivent être d'aucune gêne pour les circulations publiques et les habitants se trouvant à proximité de ces terrains.

Le projet des installations de chantier doit être soumis à l'agrément du Maître d'OEuvre. Il est établi conformément aux prescriptions de l'article 31 du CCAG et de l'article 35 du fascicule 65 du CCTG annexé à l'arrêté du 30 mai 2012.

Ce projet précise notamment :

- les plans de circulation des engins de chantier sur la voie publique et les accès aux différents ouvrages ;
- les installations réservées aux ateliers, aux machines et engins ainsi qu'aux ouvriers ou personnels (sanitaire, réfectoire...) ;
- les zones de stockage des matériaux et des fournitures ;
- les accès au chantier et les circulations de toute nature à l'intérieur du chantier (rampe d'accès au fond du lit mineur, au fond de la rigole d'alimentation, etc.) ;
- l'approvisionnement et la manutention des matériaux.

L'Entrepreneur procède lui-même à l'établissement et à l'entretien des installations de chantier. Ce projet est complété par les dispositions envisagées pour l'exécution des diverses parties d'ouvrages.

Les entrepreneurs sont tenus de visiter les lieux avec la plus grande attention afin de prendre l'exacte mesure de toutes les contraintes relatives au site et à l'environnement. Aucune modification au marché n'est accordée en cas de méprise de la part des entreprises sur ces contraintes ainsi que sur les règlements locaux.

L'Entreprise fait son affaire de tous les branchements qu'elle estime nécessaire, en particulier pour son énergie sous quelque forme que ce soit. Les branchements se font conformément aux règlements interentreprises selon des dispositions prévues aux pièces administratives. Les piquages sur les réseaux existants sont soumis à autorisation des services concernés.

Le Titulaire devra veiller constamment à préserver l'intégrité des ouvrages existants et nouveau. Toute atteinte de son fait ou du fait de l'un de ses intervenants doit immédiatement être déclarée auprès du maître d'oeuvre avant toute prise d'initiative pour corriger la dégradation. En lien avec le maître d'ouvrage, seul le maître d'oeuvre est habilité à définir les mesures correctives nécessaires, lesquelles seront appliquées par le Titulaire et à ses frais exclusifs.

### **9.5.2 - Signalisation de chantier**

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

## **9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### **9.6.1 - Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

### **9.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

### **9.6.3 - Documents à fournir après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Le titulaire doit également remettre 2 exemplaires de la version papier ou physique numérique des documents.

Ces documents doivent être remis sous le format numérique suivant : Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une retenue égale à 1 500,00 € par jour de retard est prélevée sur le dernier acompte. Cette retenue sera remboursée dès que les documents manquants seront fournis.

## **10 - Développement durable**

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

## **11 - Réception**

### **11.1 - Réception des travaux**

#### **11.1.1 - Dispositions applicables à la réception**

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

La réception des travaux est la conclusion de la suite d'épreuves et de contrôles menés au cours du marché dans le cadre :

- De la Vérification des Aptitudes (VA) faisant suite à la déclaration de la mise en ordre de marche,
- Des opérations préalables à la réception des équipements et systèmes (OPR),

- De la Vérification de Service Régulier (VSR).  
La réception interviendra à la fin de la période de VSR.

Constatation de l'exécution des prestations:

- Mise en Ordre de Marche (MOM)

Une fois l'ensemble des installations et prestations effectuées sur site, le titulaire sollicite la mise en ordre de marche des matériels et logiciels auprès du maître d'oeuvre, avec copie au maître d'ouvrage.

- Vérification d'Aptitude (VA)

La vérification d'aptitude a pour but de constater que les prestations livrées ou exécutées présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le cahier des charges.

Les VA seront réalisées sur site.

Le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision au titulaire est de 1 mois à compter de la date de notification de la déclaration de mise en ordre de marche des matériels et logiciels. A l'issue de cette période, si la vérification d'aptitude est négative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet. Si la vérification d'aptitude est positive, il est procédé à la vérification de service régulier.

Cas d'ajournement :

1. Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours. Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix de prononcer la réception des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux 3 et 4 du présent article, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné. Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

2. Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

3. Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux du pouvoir adjudicateur, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les prestations ayant fait l'objet de la décision d'ajournement. Passé ce délai, les prestations vérifiées peuvent être évacuées ou détruites par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire. Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Cas de rejet :

1. Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

2. En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

3. Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire. Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

4. Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériels remis par le pouvoir

adjudicateur, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, le pouvoir adjudicateur ne peut prendre une décision d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet : - si le titulaire a, dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé le pouvoir adjudicateur des défauts des fournitures ou matériels remis, réserves faites des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ; - et si le pouvoir adjudicateur a décidé que des fournitures ou matériels devaient néanmoins être utilisés et a notifié sa décision au titulaire.

#### Vérification de Service Régulier

La vérification de service régulier a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions visées. Le service est réputé régulier si la durée cumulée sur cette période des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2% de la durée d'utilisation effective.

#### Condition de la VSR:

Durant la période de VSR, le titulaire s'engagera à assister l'exploitant. Cette assistance devra permettre d'assurer le fonctionnement 7j/7j de 7h à 19h des équipements et systèmes concernés. La sollicitation du titulaire interviendra à la suite d'un diagnostic, réalisé par l'exploitant, de l'incident ou du dysfonctionnement. Si la panne concerne un équipement du titulaire ou si l'incident est directement lié à une intervention du titulaire, l'exploitant sollicitera le titulaire.

Cet engagement se traduira par une astreinte dont les conditions sont détaillées ci-dessous:

Le Titulaire mettra en oeuvre durant la période de VSR une assistance téléphonique 5/7j de 8h à 16h. Les modalités de temps de prise en compte de l'alerte, temps de diagnostic et temps de réparation sont définies dans le tableau ci-dessous :

#### Actions / Délais

Temps de prise en compte de la demande de VNF / 1 heure

Temps de diagnostic en cas d'anomalie bloquante impliquant un arrêt du fonctionnement local ou distant de la vanne / 4 heures

Temps de diagnostic en cas d'anomalie mineure n'impliquant pas de perturbation du fonctionnement / 2 jours

Temps de réparation de l'anomalie / 5 jours approvisionnement compris

#### Fin de la période de VSR:

Sept jours avant la fin de la période de VSR, le titulaire transmettra au maître d'oeuvre un bilan des incidents et dysfonctionnements constatés pendant la période. Sur la base de ce rapport :

- Si le bilan de la VSR est négatif vis-à-vis des exigences du CCTP, la période de VSR sera reconduite pour un mois supplémentaire. Sept jours avant le terme de cette nouvelle période, un nouveau bilan sera établi et une nouvelle décision sera prise.
- Si le bilan de la VSR est mitigé ou si malgré un bilan initialement positif, le bilan s'est dégradé au terme de la VSR, la période de VSR sera reconduite pour un mois supplémentaire. Sept jours avant le terme de cette nouvelle période, un nouveau bilan sera établi et une nouvelle décision sera prise.
- Si le bilan de la VSR est positif, la période en cours sera amenée à terme.

La durée maximale cumulée des périodes de VSR ne dépassera pas 8 mois. Passé ce délai, le maître d'ouvrage décidera de réceptionner avec une réfaction ou il fera faire les corrections aux frais et risques du titulaire. A l'issue de la période de vérification de service régulier, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 15 jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier. Si le maître d'ouvrage ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné ci-dessus, le résultat de la VSR sera considéré comme positif et les prestations seront réputées réceptionnées.

#### 11.1.2 - Réception partielle

La réception partielle des ouvrages ou parties d'ouvrages est réalisée conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux.

La réception partielle interviendra uniquement sur les travaux de génie-civil et support de vanne (délai partiel GC) réalisés pendant la période de chômage

## 12 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :

**Garantie de bonne tenue des systèmes de protection anticorrosion**

Le Titulaire garantit la bonne tenue des systèmes de protection anticorrosion des parties métalliques des ouvrages, pièces de serrurerie, etc., pendant un délai de 7 (sept) ans, à compter de la date de notification de décision de réception. La garantie de degré anticorrosion considérée est RI2. Une attention particulière sera à porter au maintien de la protection anticorrosion au niveau des fixations par boulonnerie, des caillebotis et garde-corps (galvanisation à chaud).

Il sera pris en compte une classe d'environnement Im2 ou C4 suivant l'équipement considéré.

Cette garantie engage le Titulaire à effectuer, à ses frais, sur simple demande du Maître d'ouvrage, toutes les réparations nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés, ou des conditions de mise en oeuvre, en application des critères et dans les termes précis définis par le CCTG fascicule 56 (approuvé par l'arrêté du 12 février 2004) et le CCTP.

**Garantie de bonne tenue des peintures**

Le Titulaire garantit la bonne tenue des peintures pendant un délai de 7 (sept) ans, et leur aspect pendant un délai de 4 (quatre) ans, à compter de la date de notification de décision de réception.

Cette garantie engage le Titulaire à effectuer, à ses frais, sur simple demande du Maître d'oeuvre ou du Maître d'ouvrage, toutes les réparations nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés, ou des conditions de mise en oeuvre, en application des critères et dans les termes précis définis par le CCTG fascicule 56 (approuvé par l'arrêté du 12 février 2004) et le CCTP.

**Garanties de bon fonctionnement des équipements**

Le Titulaire garantit le bon fonctionnement des équipements pendant un délai de 1 (un) an, à compter de la date de notification de décision de réception.

## 13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

## 14 - Pénalités

### 14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 300,00 €.

Ces pénalités sont également applicables en cas de non-respect des délais partiels d'exécution prévus au présent marché.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 35% du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 14.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 300,00 € par absence.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect de l'ensemble des obligations pendant la période de préparation	Journalière	200,00 €	Les pénalités seront appliquées en cas de retard dans la remise des documents à transmettre au maître d'oeuvre pour visa.
Non-respect des règles d'hygiène et de sécurité	Journalière	500,00 €	Les pénalités seront appliquées en cas de non-respect des règles d'hygiène et de sécurité fixées par le PPSPS. La pénalité s'applique par effraction et par jour (à compter de la constatation).
Chute de matériaux dans le canal	Forfaitaire	500,00 €	La constatation sera faite sur le chantier et consignée dans le compte-rendu de chantier.
Pénalité pour non-respect des conditions d'astreinte en phase VSR	Forfaitaire	500,00 €	Les pénalités seront appliquées en cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues au marché à chaque constat d'infraction.
Pénalité pour non remise du dossier des ouvrages exécutés ou du manuel d'exploit	Journalière	300,00 €	Les pénalités s'appliqueront en cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue au CCAP.

## 15 - Assurances

Tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il est titulaire des contrats d'assurances dans les conditions suivantes :

Par dérogation aux dispositions de l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, avant la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Il doit donc contracter : - Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux. - Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;

Il doit donc contracter une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

## 16 - Résiliation du contrat

### 16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 18 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 5.2 du CCAP déroge à l'article 9.4.4 du CCAG - Travaux
- L'article 9.3.4 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 20.2 du CCAG - Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 8 du CCAG - Travaux

- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 8.1.3 du CCAG - Travaux
- L'article 8.1 du CCAP déroge à l'article 12.4.4 du CCAG – Travaux